

QUAND LA FRANCE EST EN GUERRE EN AFGHANISTAN, EN LIBYE, EN CÔTE D'IVOIRE...

Même si Laurent Gbagbo s'est rendu, l'intervention française en Côte d'Ivoire est loin d'être terminée et un décryptage des raisons de cette intervention s'impose. Une guerre qui s'ajoute à deux autres – en Afghanistan et en Libye- dans lesquelles la France est engagée...ou plutôt a été engagée sans qu'aucune consultation démocratique ait eu lieu. Nous ne savons pas grand-chose de ce qui se passe sur ces trois "fronts" : les informations sont parcellaires, fragmentaires, inquiétantes. De l'Afghanistan, les nouvelles ne sont qu'épisodiques. De temps en temps nous apprenons que des militaires français ont péri, en général dans une embuscade tendue par les talibans... ou par des Afghans opposés à cette occupation étrangère et souvent perçue comme colonialiste ? ou encore que des drones ont tué "silencieusement" une dizaine de personnes, souvent des civils. Et là-bas, dans leurs montagnes, les talibans, loin de faiblir, se renforcent. Du front libyen, après les premiers effets de la guerre par avions interposés, ce ne sont plus que de mauvaises nouvelles qui nous arrivent. Les "rebelles" que la France - ou plutôt le gouvernement français - soutient politiquement ont paru gagner du terrain, mais ils le reperdent. Kadhafi, qui était donné quasiment battu fin mars, bombarde les rares villes qui lui échappent. Ira-t-il jusqu'à Benghazi ? Face à lui, les coalisés sont divisés et surtout instrumentalisés par l'OTAN qui s'est arrogée le commandement. Seule certitude : chacune de ces guerres fait des centaines voire des milliers de victimes innocentes, des civils, des femmes, des enfants, des vieillards. La sauvagerie des fanatismes produit des effets connus de longue date...



Source alterinfo

L'intervention en Libye : un "moindre mal" ?

Fallait-il intervenir en Libye ? La Résolution 1973 de l'ONU, qui se référait non à un risque de massacre, même si celui-ci était bien réel, mais d'abord à un impératif de "protection des civils", légitime t-elle la décision de Nicolas Sarkozy - oh ! combien solitaire - d'engager fortement la France dans cette guerre ? L'argument principal avancé : on ne pouvait consciemment, froidement, laisser Kadhafi anéantir sous les bombes les populations de Benghazi, de Tobrouk et autres villes. On ne pouvait le laisser achever à l'arme automatique, comme ont

commencé à le faire ses milices, les blessés dans les hôpitaux... La menace répétée, même s'il y avait une part de rhétorique dans ses propos, d'un "*bain de sang*", la qualification de "*terroriste*" adressée au peuple libyen protestataire et comparé à "*Al-Qaïda*", tout cela ne laissait guère de doute sur la volonté du dictateur de mettre ses menaces à exécution. Et le mandat des Nations unies était précisément de "*protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaques*". A condition que l'on reste dans le cadre strict du mandat onusien et que par ailleurs il ne s'agisse pas seulement d'une opération occidentale ; enfin, il s'agit exclusivement de sauver la population et non pas de faire chuter Kadhafi, encore moins de le tuer.

Ceci dit, objection majeure, on sait bien que le discours et les décisions sont à géométrie variable, et que, derrière des apparences de morale, ce sont des intérêts qui sont en jeu. On abandonne à leur sort les populations de Bahreïn, de Syrie, sans oublier de Palestine... car les intérêts économiques et géopolitiques commandent le statu quo. C'est le fameux argument du "deux poids, deux mesures"

qui peut paraître convaincant. A condition qu'il ne soit pas systématiquement invoqué... pour ne jamais intervenir en quelque endroit du globe ! Autre argument avancé par les opposants à cette intervention armée : en Tunisie et en Égypte, c'est bien le peuple qui s'est libéré avec l'arme pacifique mais très déterminée des rassemblements, des formes variées de résistance, même si ce fut au prix terrible de nombreuses vies. Par contre, en Libye, ce choix rapide, que d'aucuns qualifient de "précipité", d'une intervention armée aurait empêché tout processus

d'union et de résistance nationales face au pouvoir en place. Mais le peuple libyen avait-il le choix face aux massacres de l'armée et des milices de Kadhafi ? Peut-on dénier le droit à la résistance armée à un peuple menacé ? Et n'est-ce pas la fraction résistante du peuple libyen qui a appelé à l'aide ? Ajoutons enfin comme dernier argument le risque sérieux, qui semble se concrétiser, d'enlèvement et de partition qu'il sera très difficile de conjurer : le rapport de forces qui s'est établi semble exclure une victoire, au moins proche, de l'un des deux camps... Le débat reste ouvert...



L'intervention française en Côte d'Ivoire

Même s'il y a bien eu un mandat onusien délivré par Ban Ki-moon à la France, il est clair que c'est bien Nicolas Sarkozy qui a fait le forcing pour arracher ce mandat et mener une guerre dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est contestable et même injustifiable. La situation de la Côte d'Ivoire, comme de nombreux pays africains, est bel et bien le résultat de cinquante années de Françafrique, d'une politique économique et militaire faite de pillage des matières premières, d'échanges inégaux, d'aide liée et conditionnelle, d'interventions militaires quand "nos" intérêts étaient menacés... L'histoire de la Côte d'Ivoire, comme de tant d'autres pays dépendant du "pré carré" de l'État français, a été construite par des acteurs politiques véreux contre un peuple et son développement. Avec la mise en avant dans les années 1998-2000 du concept abject et raciste d' "ivoirité" que l'État français n'a pas réellement dénoncé. Oui, il ne faut pas hésiter à le dire, il s'agit bien ici d'une intervention néo-coloniale voire impérialiste visant d'abord à protéger les nombreuses multinationales françaises présentes en Côte d'Ivoire. Une intervention de plus où l'Afrique n'a pas eu son mot à dire. C'est bien toute la politique néo-coloniale de la France qui est en cause, et la présence de plus en plus insupportable des bases militaires françaises qui n'ont plus rien à faire en Afrique... à Djibouti par exemple qui permet d'étouffer toute opposition...

Une dérive guerrière...

1986 - Tchad. Opération Épervier, des troupes françaises soutiennent l'armée du dictateur Déby...

1991 - Irak. Tempête du désert. Près de 12 000 soldats français participent à cette "Guerre du Golfe" contre Saddam Hussein, suite à l'invasion par celui-ci du Koweït.

1994 - Rwanda. En 1990, l'armée française soutient militairement le dictateur Juvénal Habyarimana et

forme ses milices... qui seront à la base du génocide de 1994.

1995 - Bosnie-Herzégovine. Les milices serbes pillonnent Sarajevo depuis 1992, les troupes françaises, en 1995, libèrent par la force les casques bleus pris en otage, puis participent aux bombardements, au sein de l'OTAN, des positions serbes (plus de 6 000 morts).

1999 - Kosovo. Opération Force Alliée : Suite à une résolution de l'ONU, l'OTAN (dont la France) bombarde les troupes serbes qui menacent la population albanaise du Kosovo.

2001 - 2011 : Afghanistan, Libye, Côte d'Ivoire... La France est depuis vingt ans la puissance la plus "guerrière" du globe, tout au moins la plus interventionniste. Un triste record. Au-delà des justifications avancées cette boulimie guerrière pose un problème fondamental : celui de l'absence totale de démocratie aussi bien au niveau du choix de la politique des armements (classiques et nucléaires) que de l'intervention armée. Un monopole absolu de la Présidence qui exclut toute consultation du Parlement et encore moins des citoyens. Un scandale absolu, une dérive guerrière sans aucun contrôle du peuple français... Le mouvement pour la Paix et la transparence de la politique militaire de la France est très faible dans notre pays... Et pourtant une exigence et une priorité absolues...

Jo Briant

